

**Arrêté préfectoral portant abrogation
de l'arrêté de mise en demeure du 9 septembre 2024
Société FLAM'UP
Commune de Saintines**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres I et V des parties législative et réglementaire, particulièrement les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant autorisation du 24 décembre 2013, délivré à la société FLAM'UP en vue d'exploiter un stockage d'allume-feux solides et d'allumettes chimique sur la commune de Béthisy-Saint-Pierre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016 délivré à la société FLAM'UP en vue d'exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Saintines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2024 mettant en demeure la société FLAM'UP pour ses activités sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 février 2025 faisant état de la visite d'inspection du 23 janvier 2025 sur le site ;

Considérant ce qui suit :

- L'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite du 23 janvier 2025, les faits suivants :
 - L'exploitant a mis en place un état des stocks simplifié informatisé. Ce document permet de renseigner la quantité totale en tonne des produits combustibles et dangereux présents dans les bâtiments AJ/Z et R ainsi que les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui leur sont associés ;

– La fréquence de mise à jour de l'état des stocks est quotidienne. L'exploitant a présenté un plan général de son stockage lié à l'état des stocks.

Il ressort de ces constats que la société FLAM'UP s'est conformée aux dispositions du paragraphe 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

- L'inspection des installations classées a constaté, suite à la visite d'inspection du 23 janvier 2025, que la société FLAM'UP avait satisfait à l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2024 la mettant en demeure de respecter les dispositions du paragraphe 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Il y a donc lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2024 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure délivré le 9 septembre 2024 à la société FLAM'UP, pour son établissement implanté sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, est abrogé.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80 000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Béthisy-Saint-Pierre et de Saintines pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives des mairies pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires de Béthisy-Saint-Pierre et de Saintines font connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, les maires de Béthisy-Saint-Pierre et de Saintines, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 19 FEV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires

Société FLAM'UP

Le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

Les maires des communes de Béthisy-Saint-Pierre et de Saintines

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

